

du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

- ii. *Commission chargée des mesures collectives* (1950).
- iii. *Comité central permanent de l'Opium* (Organe de surveillance). Le colonel C. H. L. Sharman, a/s du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.
- iv. *Comité consultatif de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée*: M. Jean Lesage, adjoint parlementaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures; M. S. Pollock, du ministère des Finances.

6. Institutions spécialisées des Nations Unies

Organisation internationale du Travail (1919)*.

- i. *Conférence générale* (le Canada envoie des délégations comprenant deux représentants du Gouvernement, un représentant du patronat et un représentant des travailleurs, avec leurs conseillers, à chaque session de la Conférence, laquelle se réunit au moins une fois l'an. Les délégations ne sont pas permanentes, mais sont formées pour chaque session).
- ii. *Conseil d'administration*. M. A. MacNamara, sous-ministre du Travail (le Canada y occupe un siège à titre d'État industriel important).

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (1945).

- i. *Conférence* (le Canada envoie un représentant, ainsi qu'un suppléant et des conseillers, à chaque session de la Conférence, laquelle se réunit deux fois l'an. Le représentant du Canada n'est pas permanent, mais est nommé par le Gouvernement pour chaque session).
- ii. *Conseil* (appelé aussi Conseil mondial de l'alimentation — le Canada fait partie de cet organisme depuis sa création et a été réélu pour un nouveau mandat lors de la récente Conférence de Rome). M. G. S. H. Barton, adjoint spécial au ministre de l'Agriculture.

*Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture** (1946).

- i. *Conférence générale* (le Canada envoie des délégués à chaque session de la Conférence générale, qui se réunit au moins une fois l'an. Les délégations, comprenant des délégués, des suppléants et des conseillers, ne sont pas permanentes mais sont nommées par le Gouvernement pour chaque session).

Comité consultatif du siège. M. C. D. Howe, ministre du Commerce et de la Production de défense; suppléant: M. K. A. Greene, consul général du Canada à New-York.

Cour internationale de Justice. (Les signataires du Statut de la Cour sont les mêmes que ceux de la Charte des Nations Unies. La Cour se compose de quinze juges qui ne représentent pas leur pays d'origine et qui sont élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité, votant indépendamment. Un citoyen canadien, M. John Erskine Read, siège présentement à la Cour; son mandat expire en 1958.)

Organisation de l'aviation civile internationale (1947).

- i. *Assemblée*. Le brigadier C. S. Booth, délégué permanent du Canada à l'OACI; M. H. A. Pattison, délégué suppléant.
- ii. *Conseil*. Le brigadier C. S. Booth, délégué permanent du Canada à l'OACI.

Banque internationale pour la reconstruction et la mise en valeur (1946).

- i. *Bureau des gouverneurs*. Gouverneur: M. D. C. Abbott, ministre des Finances.
- ii. *Directeurs administratifs*. Directeur: M. L. Rasminsky, de la Commission de contrôle du change étranger (Banque du Canada).

Fonds monétaire international (1945).

- i. *Bureau des gouverneurs*. Gouverneur: M. D. C. Abbott, ministre des Finances. Suppléant: M. G. F. Towers, gouverneur de la Banque du Canada.
- ii. *Directeurs administratifs*. Directeur: M. L. Rasminsky, de la Commission de contrôle du change étranger (Banque du Canada).

Union postale universelle (1875).

- i. *Congrès postal universel* (le Canada, membre de l'UPU, est représenté à chaque réunion du Congrès; ces réunions ont lieu d'ordinaire tous les cinq ans. Les délégations du Canada sont nommées par le Gouvernement pour chaque réunion).

*Organisation mondiale de la santé** (1948).

- i. *Assemblée mondiale de la santé* (le Canada, membre de l'O.M.S., envoie des délégations à chaque session annuelle de l'Assemblée. Les délégations ne

* Les institutions spécialisées dont les noms sont suivis d'un astérisque établissent de temps à autre, par l'intermédiaire de leurs organes principaux, des organismes permanents, commissions, comités, etc., dont le Canada peut être invité à faire partie. A cause du grand nombre et de l'importance seulement relative des organismes de ce genre dont le Canada fait partie, il a paru bon de les omettre dans la présente liste.